



## ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 2022- S 4

accordant un permis de construire  
au nom de la commune de Chênex

Demande de PERMIS DE CONSTRUIRE n° : PC07406921H0012		
déposée le	16/12/2021 complétée le 21/03/2022	Surf. de plancher : 565,42 m <sup>2</sup>
Par Représentant	HAUTE SAVOIE HABITAT ANTRAS PIERRE-YVES	Surf. terrain : 1238 m <sup>2</sup>
demeurant	2 RUE MARC LEROUX 74055 ANNECY	Cadastré : ZK-0107, ZK-0105, ZK-0033, ZK-0110
adresse travaux	Bataillard	Description : Construction d'un immeuble de 6 logements locatifs et une micro-crèche. Démolition de la construction existante

### Le Maire de Chênex,

**VU** la demande susvisée,

**VU** le Code de l'Urbanisme, en particulier le livre IV relatif aux constructions, aménagements et démolitions,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 2 octobre 2018, et notamment le règlement de la zone UA1,

**VU** la délibération du Conseil Municipal de CHENEX, en date du 04 novembre 2014, instituant la Taxe d'Aménagement,

**VU** la délibération du Conseil Municipal de CHENEX, en date du 04 novembre 2014, instaurant le Permis de Démolir (Article L. 421-3 du Code de l'Urbanisme),

**VU** l'autorisation de travaux AT n°07406921H0001 délivrée le 03/05/2022 en vue de la création d'un établissement recevant du public au regard des règles de sécurité et d'accessibilité,

**VU** l'avis d'ENEDIS, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en date du 18/01/2022,

**VU** l'avis de la Communauté de Communes du Genevois, service Eau-Assainissement en date du 06/01/2022,

### ARRÊTE

**Article 1** : Le permis de construire est **ACCORDÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants :

#### **Article 2** : VOIRIE – RESEAUX DIVERS :

Au titre de la participation à la réalisation des équipements propres à l'opération (Article L. 332-15 du Code de l'Urbanisme), le bénéficiaire du permis devra exécuter les travaux de raccordement à la voie publique et de branchement aux réseaux publics selon les directives données par les autorités gestionnaires de la voie et des réseaux, qu'il devra préalablement contacter. En outre il devra, le cas échéant, obtenir les autorisations de passage sur fonds privés.

#### **Article 3** : ALIGNEMENT - ACCÈS - VOIRIE :

En cas de travaux sur le domaine public, sa réfection sera réalisée aux frais du bénéficiaire, selon les directives du service gestionnaire compétent à solliciter avant tout commencement de travaux.

#### **Article 4** : RÉSEAUX DIVERS :

Les travaux de raccordement aux réseaux publics existants seront réalisés selon les instructions des gestionnaires des réseaux concernés, à solliciter avant le démarrage du chantier.

#### **RESEAUX HUMIDES :**

**EAU POTABLE** : Les prescriptions émises par le service gestionnaire du réseau d'alimentation en eaux potable dans son avis technique du 06/01/2022 seront strictement respectées (copie ci-jointe).

**Observations particulières : Les branchements existants seront à supprimer au frais du pétitionnaire. Les branchements existants devront être également dévotés, aucune construction est possible à moins de 1.5 m des conduites.**

**EAUX USEES :** Les prescriptions émises par le service gestionnaire du réseau d'assainissement dans son avis technique du 06/01/2022 seront strictement respectées (copie ci-jointe).

**Observations particulières : Le branchement existant devra être supprimé au frais du pétitionnaire.**

**EAUX PLUVIALES :** Les eaux pluviales, seront collectées puis récupérées par un dispositif de rétention de 20m<sup>3</sup> dont les canalisations de surverse et de débit de fuite seront dirigées vers le réseau existant. Elles ne seront admises en aucun cas au collecteur public d'eaux usées (Article R. 111-2 du Code de l'Urbanisme).

**RESEAUX SECS :** Les prescriptions émises par le service gestionnaire du réseau d'alimentation électrique dans son avis du 18/01/2022 seront strictement respectées (copie ci-jointe).

Les raccordements aux réseaux câblés devront être enterrés.

La présente autorisation est délivrée pour une construction nécessitant une puissance de raccordement estimée à 85 kVA triphasé. En cas de besoin de puissance supérieure, aucun coût éventuel ne sera à la charge de la commune.

**Article 5 : STATIONNEMENT :**

La présente autorisation est délivrée sous réserve de la mise en place d'une convention entre la Mairie et le pétitionnaire pour la création d'un parking à proximité immédiate de la crèche comme apparaissant sur les plans et destiné à l'usage de la micro-crèche. Sur ces places de parking, 5 seront réservées exclusivement au personnel de la micro-crèche.

**Article 6 : ASPECT EXTERIEUR :**

La nuance de teinte des matériaux de façades et de toiture sera déterminée en accord avec la commune sur échantillon, avant réalisation (Article R. 111-27 du Code de l'urbanisme).

**Article 7 : CONTRIBUTIONS EXIGIBLES :**

Le projet est soumis à la Taxe d'Aménagement et à la Redevance d'Archéologie Préventive.

Le montant et les modalités de paiement des taxes dont vous êtes redevable au titre de cette autorisation vous seront notifiés ultérieurement par le service d'assiette (D.D.T. - 15, rue Henri Bordeaux – 74000 Annecy).

Pour information, la taxe d'aménagement sera recouvrée en deux échéances à 12 et 24 mois ou en une seule fois si le montant est inférieur à 1500 €.

La taxe d'archéologie préventive sera recouvrée en une échéance à 12 mois. Elle sera émise avec la première échéance ou l'échéance unique de taxe d'aménagement à laquelle elle sera adossée.

**Article 8 : DEMOLITION :**

Le présent permis de construire autorise la démolition (Article L. 145-1 du Code de l'Urbanisme)

Chênex, le 13 05 22

Pour le Maire,  
La 2ème Adjointe,  
Marianne BAYAT-RICARD  
Le service d'urbanisme



Télétransmis : le  
Affiché : le

NOTA BENE

**Eaux Pluviales** : Concernant l'évacuation des eaux pluviales, les canalisations de surverse et de débit de fuite issues du dispositif de rétention devront être dirigées dans le réseau d'eaux pluviales existant. Les rejets seront limités à 5l/s/ha conformément au cahier de prescriptions et recommandations du Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté de Communes du Genevois approuvé le 16 décembre 2013.

### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

**ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

**DROIT DES TIERS** : La présente décision est délivrée sans préjudice du droit des tiers (contrats, servitudes, ...) qu'il appartient au bénéficiaire de respecter.

**TRANSMISSION - COMMENCEMENT DES TRAVAUX** : La présente autorisation sera transmise au représentant de l'État, sous quinze jours. Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire, c'est-à-dire à compter de cette transmission et de la notification au bénéficiaire.

**AFFICHAGE** : L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la superficie du terrain, la superficie de plancher et la hauteur de la construction. Il mentionne l'adresse de la Mairie où le dossier peut être consulté, et qu'un recours administratif ou contentieux d'un tiers contre cette autorisation doit être notifié sous peine d'irrecevabilité, à l'auteur de l'acte et à son bénéficiaire. Il est également affiché en mairie par les soins des services municipaux.

**VALIDITÉ** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification, ou de la date à laquelle l'autorisation a été accordée tacitement. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée deux fois une année, sur demande présentée deux mois avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres, les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez proroger. Votre demande en double exemplaires doit être soit adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, soit déposée contre décharge à la mairie.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS** : Dans le délai de deux mois à compter de sa notification, pour le pétitionnaire, ou pour les tiers, à compter du premier jour de l'affichage sur le terrain et pendant 2 mois, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte (Monsieur le Maire) ou d'un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif de Grenoble.

*Les décisions sont notifiées par l'intermédiaire d'un téléservice répondant aux exigences de l'article L. 112-9 du code des relations entre le public et l'administration.*

COMMUNE DE CHENEX



REPUBLIQUE FRANCAISE  
DÉPARTEMENT de la HAUTE-SAVOIE

DOSSIER N° PC07406921H0012

Reçu le : 16/12/2021

Adresse des travaux  
BATAILLARD  
74520 CHENEX

DESTINATAIRE

HAUTE SAVOIE HABITAT  
Monsieur ANTRAS PIERRE-YVES  
2 RUE MARC LEROUX  
74055 ANNECY

**Nature des travaux : Construction d'un immeuble de 6 logements locatifs et une micro-crèche.  
Démolition de la construction existante**

Objet: Notification d'un arrêté valant autorisation de construire

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous transmettre ci-joint l'arrêté de permis de construire dont le dossier est référencé ci-dessus.

Avant le commencement des travaux, je vous prie de bien vouloir me transmettre:

- L'imprimé de « **Déclaration d'ouverture de chantier** » en trois exemplaires dès l'ouverture des travaux.
- L'imprimé de « **Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux** » en trois exemplaires dès la fin de l'ensemble des travaux par pli recommandé avec accusé de réception postal ou déposé contre décharge en Mairie.

Je vous rappelle qu'il convient d'afficher sur le terrain d'assiette de votre projet, ladite autorisation, pendant toute la durée du chantier de manière lisible depuis la voie publique (Article R. 425-15 et A. 424-15 et suivants du Code de l'Urbanisme).

Dès que la construction est apte à fonctionner selon sa destination, vous devez faire parvenir au Centre des Impôts Fonciers, la déclaration correspondant au type de construction réalisée à retirer au centre des impôts ou en Mairie.

Enfin, je vous informe que je transmets ce jour à Monsieur le Préfet copie de l'arrêté de permis de construire (Articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Chênex, le 13 mai 2022

Pour le Maire,  
La 2ème Adjointe,  
Marianne BAYAT-RICARD



**Article R. 425-15 du Code de l'Urbanisme** «Mention du permis explicite ou tacite ou de la déclaration préalable doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis tacite ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis et pendant toute la durée du chantier. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

Cet affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R. 600-1, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable.

En outre, dans les huit jours de la délivrance expresse ou tacite du permis ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, un extrait du permis ou de la déclaration est publié par voie d'affichage à la mairie pendant deux mois. L'exécution de cette formalité fait l'objet d'une mention au registre chronologique des actes de publication et de notification des arrêtés du maire prévu à l'article R. 2122-7 du code général des collectivités territoriales.

Un arrêté du ministre chargé de l'urbanisme règle le contenu et les formes de l'affichage.»

**Article A. 424-15 du Code de l'Urbanisme** : «L'affichage sur le terrain du permis de construire, d'aménager ou de démolir explicite ou tacite ou l'affichage de la déclaration préalable, prévu par l'article R. 424-15 est assuré par les soins du bénéficiaire du permis ou du déclarant sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres.»

**Article A. 424-16 du Code de l'Urbanisme** : «Le panneau prévu à l'article A. 424-1 indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Il indique également, en fonction de la nature du projet :

- a) Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;
- b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
- c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs.
- d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.»

**Article A. 424-17 du Code de l'Urbanisme** : «Le panneau d'affichage comprend la mention suivante :

Droit de recours :

Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme).

Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R. 600-1 du code de l'urbanisme.»

**Article A. 424-18 du Code de l'Urbanisme** : «Le panneau d'affichage doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier.»

**Article L. 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales** : «Les actes pris par les autorités communales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement. Pour les décisions individuelles, cette transmission intervient dans un délai de quinze jours à compter de leur signature.

Cette transmission peut s'effectuer par voie électronique, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. ;

Le maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de ces actes.

La preuve de la réception des actes par le représentant de l'Etat dans le département ou son délégué dans l'arrondissement peut être apportée par tout moyen. L'accusé de réception, qui est immédiatement délivré, peut être utilisé à cet effet mais n'est pas une condition du caractère exécutoire des actes.»

**Article L. 2131-2 alinéa 6 du Code Général des Collectivités Territoriales** : «Sont soumis aux dispositions de l'article L. 2131-1 les actes suivants: Le permis de construire et les autres autorisations d'utilisation du sol et le certificat d'urbanisme délivrés par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale, lorsqu'il a reçu compétence dans les conditions prévues aux articles L. 422-1 et L. 422-3 du code de l'urbanisme.»

## Déclaration d'ouverture de chantier

<b>Vous devez utiliser ce formulaire pour :</b>	<b>Cadre réservé à la mairie du lieu du projet</b>
Déclarer que vous avez commencé les travaux ou aménagements autorisés.	La présente déclaration a été reçue à la mairie
	Le <span style="float: right;">Cachet de la mairie et</span> <i>signature du receveur</i>
<b>1 - Désignation du permis</b>	
<input checked="" type="checkbox"/> Permis de construire N° : PC07406921H0012 <input type="checkbox"/> Permis d'aménager N° :	
<b>2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)</b>	
<b>Vous êtes un particulier</b> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur <input type="checkbox"/>	
Nom : ..... Prénom : .....	
<b>Vous êtes une personne morale</b>	
Dénomination : ..... Raison sociale : ..... N° SIRET : 34918561100010 Catégorie juridique : HAUTE SAVOIE HABITAT Représentant de la personne morale : Madame <input type="checkbox"/> Monsieur <input type="checkbox"/> Nom : ..... Prénom : .....	
<b>3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du (ou des) co-titulaire(s) de l'autorisation)</b>	
<b>Adresse :</b> Numéro : ..... Voie : BATAILLARD Lieu-dit : ..... Localité : CHENEX Code postal : 74520 BP : ..... Cedex : ..... Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : ..... Division territoriale : .....	
<input type="checkbox"/> J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : .....@..... J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de 8 jours.	
<b>4 - Ouverture de chantier</b>	
<b>Je déclare le chantier ouvert depuis le :</b>	
<input type="checkbox"/> Pour la totalité des travaux <input type="checkbox"/> Pour une tranche des travaux Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés :	
L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Surface créée (en m <sup>2</sup> ) : ..... Nombre de logements commencés : ..... dont individuels : ..... dont collectifs : ..... Répartition du nombre de logements commencés par type de financement <input type="checkbox"/> Logement Locatif Social : ..... <input type="checkbox"/> Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) : ..... <input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro : ..... <input type="checkbox"/> Autres financements : .....	
Je certifie exactes les informations ci-dessus	Signature du (ou des) déclarant(s)
À : Le :	
<b>Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet.</b>	
Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille. Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).	

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :

**Déclaration attestant l'achèvement  
et la conformité des travaux**

1/2

<p><b>Vous devez utiliser ce formulaire pour :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement</li> <li>• Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction</li> <li>• Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable</li> </ul>	<p><b>Cadre réservé à la mairie du lieu du projet</b></p> <p>La présente déclaration a été reçue à la mairie :</p>  <p>Le ..... <i>Cachet de la mairie et signature du receveur</i></p>
<p><b>1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable</b></p> <p><input type="checkbox"/> Permis de construire N° :PC07406921H0012</p> <p><input type="checkbox"/> Permis d'aménager N° :</p> <p>S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, date de finition des voiries fixées au :</p> <p><input type="checkbox"/> Déclaration préalable N° :</p>	
<p><b>2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)</b></p> <p><b>Vous êtes un particulier</b> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur <input type="checkbox"/></p> <p>Nom : HAUTE SAVOIE HABITAT ANTRAS PIERRE-YVES..... Prénom : .....</p> <p>Vous êtes une personne morale Dénomination : ..... Raison sociale : .....</p> <p>N° SIRET : ..... Type de société (SA, SCI, ...) : .....</p> <p>Représentant de la personne morale : Madame <input type="checkbox"/> Monsieur <input type="checkbox"/></p> <p>Nom : ..... Prénom : .....</p>	
<p><b>3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.</b></p> <p>Adresse : Numéro : ..... Voie : ..... Localité : ..... Lieu-dit : ..... Code postal : ..... BP : ..... Cedex : .....</p> <p>Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : ..... Division territoriale : .....</p> <p><input type="checkbox"/> J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : .....@..... <i>J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.</i></p>	
<p><b>4 - Achèvement des travaux</b></p> <p>Chantier achevé le : ..... Changement de destination effectué le : .....</p> <p><input type="checkbox"/> Pour la totalité des travaux <span style="margin-left: 200px;"><input type="checkbox"/> Pour une tranche des travaux</span>  <span style="margin-left: 200px;">Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :</span></p> <p>L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? <span style="margin-left: 50px;">Oui <input type="checkbox"/></span> <span style="margin-left: 50px;">Non <input type="checkbox"/></span></p> <p>Surface créée (en m<sup>2</sup>) : .....          Nombre de logements terminés : ..... dont individuels : ..... dont collectifs : .....          Répartition du nombre de logements terminés par type de financement  <input type="checkbox"/> Logement Locatif Social : .....  <input type="checkbox"/> Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) : .....  <input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro : .....  <input type="checkbox"/> Autres financements : .....</p>	



J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)<sup>1</sup>

À :

A :

Le

Le :

Signature du (ou des) déclarant(s)

Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux

Pièces à joindre (*cocher les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux*) :

- AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-19-21 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 462-3 du code de l'urbanisme] ;
- AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et para-cycloniques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement [Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme] ;
- AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme] ;
- AT.4 - L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue par l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-3 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à **cinq mois** si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme <sup>2</sup>.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :

<sup>1</sup> La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

<sup>2</sup> Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.